

populaire sorti du sein de ces institutions, en un mot, un pouvoir indépendant appuyé sur tous les intérêts nationaux.

[*Gazette.*]

Voici les problèmes que doit résoudre un bon gouvernement pour assurer la reconstruction de l'ordre social :

Etablir une liberté sans licence, la confiance dans le crédit de l'état, le respect pour les lois et pour le gouvernement ; maintenir les populations dans la subordination et la presse dans les limites de la modération et de la sagesse ; donner les emplois aux plus dignes et aux plus capables ; avoir une représentation éclairée, désintéressée, indépendante, qui exprime les vœux et les besoins de toute la France.

Il faut encore que l'ordre existe dans les finances, que le commerce fleurisse, et que l'Europe nous rende les regards, l'affection et l'estime dès à un peuple qui sait se faire respecter. A ces conditions la France sera tranquille et heureuse.

[*Gazette.*]

Trois gouvernements et bientôt six mois auront prouvé que l'Hôtel-de-Ville est incapable de faire les affaires du pays. En se divisant, le parti qui a amené cette crise a mis les questions privées au-dessus des questions d'intérêt général. Les partis, avant tout, veulent faire leurs affaires ; celles de la France sont subordonnées et viendront après si elles peuvent. C'est en vain qu'on retarde les solutions ; les délais ne feront qu'accumuler les griefs. Les questions de principes s'attachent au pouvoir avec une nouvelle force. C'est le vêtement du Centaure qui adhète à la chair et n'en peut être détaché sans déchirements.

Et cependant rien n'est plus désirable que le calme des esprits et leur retour dans les voies de l'intérêt national et de l'utilité publique. Mais comment ramener cette désirable situation ?

Un fait est démontré : c'est que si la situation des affaires commande la convocation du peuple, la situation politique du pouvoir le lui interdit. On disait dernièrement qu'il gardait l'état de siège pour conserver le siège de l'Etat. Le pouvoir recule devant la nécessité du principe républicain de la souveraineté nationale. En ne convoquant pas immédiatement le peuple, il révèle ses craintes, mais comment espère-t-il d'ici à deux mois changer la situation respective des partis ? Les mêmes motifs, les mêmes griefs, les mêmes excitations des passions, et de plus grandes encore, existeront alors.

Si l'intérêt national touchait le pouvoir s'il consentait à se séparer de sa propre position pour n'envisager que celle dans la

quelle se trouve la France, il n'hésiterait pas à prendre la seule mesure qui puisse remédier aux embarras présens et aux inextricables complications de l'avenir : l'apartheid à la nation.

Il est évident, pour quiconque a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, que l'édifice actuel manque de ciment, et qu'il est à peu près inutile de chercher à l'étançonner ; il y a un volcan sous base, un volcan qui fume et qui gronde sourdement. Par quelle inexplicable fatalité se fait-il que les hommes du pouvoir ne voient rien, n'entendent rien ? Est-ce qu'ils sont à la fois aveugles et sourds ? Hélas ! c'est trop de moitié.

Après soixante années d'agitations et de calamités sans fruit, de marches et de contre-marches fatigantes et sans objet, la France enfermée dans ce labyrinthe sans issue où la révolution joue le rôle du Minotaure, comprend enfin que le principe républicain et le principe monarchique sont le seul ordre de choses qui lui convienne.

Nous prédisons à la France que tant qu'elle s'obstinerà rester dans les voies de la révolution, elle doit s'attendre à n'avoir de celle-ci ni merci, ni trêve. Les révolutions ne s'arrêtent que pour mourir, et ne se reposent que dans la tombe. C'est une herbe fatale qui repousse avec plus de vigueur tant que la racine n'en est pas arrachée.

[*Gazette.*]

— Quelles dépositions que celles de MM. Ledru-Rollin, Jules Favre et Demain :

M. Ledru-Rollin déclare qu'il aurait assassiné au besoin Blanqui s'il avait voulu continuer le désordre. Il ajoute : que lorsqu'on voulu le conduire à l'Hôtel-de-Ville, il prit un pistolet pour se brûler la cervelle, si la violence ne cessait à son égard.

M. Ledru-Rollin prétend que le général Cavaignac a dit : " Si une seule de mes compagnies était désarmée, je me brûlerais la cervelle. "

Le papier-monnaie était, selon M. Rollin, le seul moyen de sauver la République.

M. Jules Favre a déclaré que M. Emmanuel Arago prétendait avoir tout pouvoir, même de raser Lyon.

M. Denain a dit que Lagrange avait supplié les gardes nationaux, sur le quai de la Ferraille, de ne pas tirer sur les ouvriers, dont la cause devait triompher tôt ou tard.

— Ce n'est pas en flattant la multitude qu'on la sert ; on ne peut légitimer l'exagération par le patriotisme, l'injustice par la nécessité, et sacrifier à des considérations qui n'ont qu'un temps, les principes éternels sur lesquels la société repose.

Le vrai civisme est dans le devoir, le courage dans la modération, l'éloquence dans la vérité, et il n'y a de célébrité dura-

ble que celle qui cherche son point d'appui dans la raison publique.

(*Gazette.*)

« Le juste-milieu républicain reste seul avec lui-même, hésitant, étonnant, louvoyant, ballotté à droite et à gauche, ne répondant à aucune des théories politiques connues, sans orateurs, sans hommes d'état, sans action proche sur les esprits, incapable de rien formuler, obéissant au souffle des vents et des tempêtes, gouverné par ceux qu'il gouverne, ayant des majorités de hasard, naviguant constamment sous ses voiles de fortune, aussi étonné de sa veille qu'ignorant de son lendemain, et prêt à se demander à tout moment s'il existe encore. Pouvoir de transition, il n'a dans le terrain nullement racine, tous les partis travaillant à leur œuvre en dehors de lui ; pouvoir que la nécessité a fait naître, que l'inopportunité d'autres événemens fait vivre, et qui tombera sans secousse quand l'heure aura sonné, comme un monument privé de base et dont l'équilibre momentané était l'effet d'un artifice. »

La force des événemens l'a emporté sur la force des raisons. Nous n'avons pas un gouvernement de principe, nous avons un gouvernement de circonstance, et le peuple le plus intelligent de la terre se trouve régi par des fatalités, au lieu de l'être par des doctrines.

La République, comme tout autre régime politique régulier, est impossible sous l'empire d'un tel état de choses. La confusion seule peut se trouver compatible avec une situation au dernier point confuse elle-même.

Le gouvernement actuel n'est, nous l'avons déjà dit, ni monarchie, ni république. Il n'a rien du caractère d'aucun des régimes acquis à la politique. Tous les partis pourraient le revendiquer, soit par une cause, soit par l'autre, et c'est pour cela qu'il n'est réclamé par aucun d'eux.

En voici la raison : toute idée comporte sa logique, en vertu de laquelle elle devient absolue... Cette idée ne transige que sous la pression de nécessités supérieures, et de sa nature elle n'admet qu'exceptionnellement les tempéramens, croyant avoir la vérité pour elle.

Aussi, qu'est-ce, pour le principe, que cette République qui rétablit les priviléges du vieux système en rétablissant les servitudes ! servitude de la pensée, par les lois sur la presse ; servitude de l'individu, par les lois contre le droit de réunion ; servitude nationale, par l'alliance avec une puissance oligarchique, alliance qui entraîne l'abandon de nationalités amies ; servitude de la justice anormale, par les commissions militaires ; servitude enfin du travail, par le despotisme financier ? La démocratie voit dans les révolutions autre chose qu'un